

Unité départementale des Hauts-de-Seine
*Service risques et installations classées de Paris
et des Hauts-de-Seine*
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 31/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PMC ISOCHEM

4 AV PHILIPPE LEBON
92230 Gennevilliers

Références : Inspection PPC AN2023 AIR
N° dossier : 31314
Code AIOT : 0006506294
HELIOS : 59969

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement PMC ISOCHEM implanté 4 AV PHILIPPE LEBON 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et d'une action nationale de l'inspection des installations classées sur les rejets atmosphériques des installations à autorisation. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées par le contrôle de la canalisation des effluents, la gestion des installations de traitement des fumées, la réalisation des contrôles réglementaires et le respect des valeurs limites l'émission.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMC ISOICHEM
- 4 AV PHILIPPE LEBON 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PMC ISOICHEM fabrique depuis 1973 des principes actifs dédiés à l'industrie pharmaceutique avec l'utilisation de solvants organiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la précédente inspection,
- le respect des dispositions relatives aux rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

- complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	COV à mention de danger	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7-c	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
12	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
18	Surveillance des rejets - contrôle annuel des rejets	AP Complémentaire du 24/08/2012, article 1 condition 4	/	Lettre de suite préfectorale	10 mois
19	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Lettre de suite préfectorale	8 mois
20	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Lettre de suite préfectorale	8 mois
22	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article	/	Mise en demeure, respect de	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		9.1		prescription	
24	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	
25	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 24/08/2012, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 09/10/2023, article R.511-9	/	Sans objet
2	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
3	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
4	Réduction à la source	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26	/	Sans objet
6	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
7	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
8	Dilution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
9	Points de	Arrêté Ministériel	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	prélèvements	du 02/02/1998, article 50		
10	Hauteur de la cheminée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	/	Sans objet
13	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	/	Sans objet
14	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
15	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
16	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
17	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 24/08/2012, article 4	/	Sans objet
21	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
23	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
26	Rétention – Conception des rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 24-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements des valeurs limites d'émission en COV (totaux et spécifiques) ont été identifiés lors des mesures réalisées au niveau de plusieurs points de rejets de l'installation. L'exploitant doit mettre en place son plan d'actions de réduction des émissions de COV et améliorer le suivi de ces émissions en procédant au contrôle réglementaire annuel par un laboratoire agréé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/10/2023, article R.511-9

Thème(s) : Situation administrative, rubrique 1978
<p>Prescription contrôlée : Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des)</p> <p>20. Fabrication de produits pharmaceutiques, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 50 t/ an</p>
<p>Constats : Le site est soumis à déclaration au titre de la rubrique 1978-20 de la nomenclature des installations classées à savoir :</p> <p>1978. Installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles utilisant des solvants organiques</p> <p>20. Fabrication de produits pharmaceutiques, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 50 t/ an</p> <p>Selon le PGS de l'année 2022, la consommation de solvants de l'installation est égale à 1219 tonnes.</p> <p>Par courrier du 09/06/2020, l'exploitant a demandé le bénéfice d'antériorité pour cette rubrique. Par courriel du 05/03/2021, la demande d'antériorité a été jugée cohérente par les services de la préfecture.</p> <p>L'inspection propose d'acter le classement de l'installation par courrier préfectoral dédié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
<p>Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.</p>
<p>Constats : Les points de rejets recensés dans l'arrêté préfectoral du 24/08/2012 sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Emissaires du ou des systèmes de traitement de COV (COV) (TANK) - Colonnes de lavage L1, L2, L10 et L13 (SO₂, HCl, Hbr, NH₃, Cyanure sous la forme HCN) - Emissaires de l'atelier de finition si les émissions sont supérieures à 5mg/m³ ou 0,1 kg/h. Une campagne réalisée en 2013 a démontré que les émissions de l'atelier de finition sont inférieures à ces seuils. <p>L'exploitant a transmis un plan du site avec les différents points de rejets de l'installation (disque de rupture, événements atmosphériques, soupapes, cheminées des chaudières et événements de ventilation) toutefois les points réglementés dans l'AP n'y sont pas identifiés.</p> <p>Un bilan des points de rejets a donc été fait dans le cadre de la visite d'inspection.</p>

<p>Les points d'émission canalisés de l'installation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cheminée de la chaudière vapeur (hors service depuis l'été 2023) - 1 cheminée de la chaudière eau chaude - 1 cheminée de la chaudière utilisée pour la distillation - 1 cheminée raccordée au tank (système de traitement par charbon actif des émissions de COV) - 4 points de rejets au niveau des 2 ateliers correspondant aux 4 colonnes de lavage (2 par atelier nommées L1, L2, L10 et L13). La colonne L2 est hors service depuis 2 ans. <p>L'inspection considère que, conformément à l'article 4-1 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, les émissions sont, dans la mesure du possible captées et canalisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a constaté aucun stockage de produits pulvérulents non confinés. Tous les produits de ce type sont stockés dans des espaces fermés en récipients ou sacs étanches.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réduction à la source

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réduction à la source, efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le combustible utilisé pour les chaudières est le gaz naturel.</p>

En ce qui concerne les émissions de COV, l'exploitant indique travailler sur la substitution des solvants chlorés présents dans les produits utilisés pour le nettoyage et substituer ces produits par des autres produits ne contenant pas de COV chlorés dès que possible. Ce travail d'optimisation a débuté en 2023.
L'exploitant effectuera un suivi de ce travail de substitution initié. Il tiendra ce suivi à la disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : COV à mention de danger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7-c
Thème(s) : Risques chroniques, Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F
Prescription contrôlée : [...] Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m ³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.
Constats : Dans le PGS 2022, l'exploitant recense une substance utilisée portant la mention de danger H360 D. Il s'agit du DMF. Selon le PGS 2022, 11,18t de ce solvant est utilisé sur le site. Aucune mesure à l'émission n'a été réalisée pour ce solvant. L'exploitant réalisera des mesures à l'émission au moment de l'utilisation de ce solvant afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission. Ce produit est utilisé pour la fabrication d'un produit pharmaceutique dont la réalisation est réglementée par ailleurs par la réglementation applicable à la fabrication de produit pharmaceutique ou médicament. Des études sont en cours pour rechercher les moyens de substitution. L'exploitant a indiqué que ce type de projet de recherche si des solutions sont identifiées peut prendre environ 2 ans avant que la substitution soit autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Prescription contrôlée :

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : L'inspection a constaté lors de la visite la cohérence entre les points de mesure recensés dans l'arrêté préfectoral et ceux en place au niveau de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : L'inspection a constaté la présence de cheminée à chaque émissaire recensé. Tous les conduits ont bien un débouché vertical qui permet une meilleure diffusion des rejets. Toutefois, en ce qui concerne le point de rejet du tank, le débouché présente un obstacle à la bonne dispersion du panache avec la présence d'un chapeau chinois.
Observations : L'exploitant étudiera les solutions de substitution à cet équipement (chapeau chinois) conçu pour empêcher les eaux de pluie de s'infiltrer dans le conduit et informera l'inspection des solutions pouvant être envisagées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dilution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dilution
Prescription contrôlée : Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : L'inspection n'a pas constaté la présence d'entrée d'air extérieure pouvant diluer les effluents au niveau des points de rejets.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
<p>Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Des écarts par rapport à la norme NF EN 15259 sont identifiés dans le rapport de mesures de l'APAVE du 27/07/2023 en ce qui concerne les sections de mesure pour la chaudière centrale de chauffe, la chaudière d'eau chaude, la chaudière vapeur et le tank. Toutefois ces écarts ont un impact faible sur les résultats et aucun impact sur la conformité de la mesure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Hauteur de la cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée
<p>Prescription contrôlée : La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que les cheminées ont toutes une hauteur supérieure à 10 m.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<p>Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres</p>

<p>permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les systèmes de traitement des effluents gazeux en place au niveau de l'installation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le tank pour le traitement par charbon actif des émissions de COV chlorés - les colonnes de lavage pour le traitement des polluants par neutralisation par voie humide. <p>Une étude interne a été menée par l'exploitant en 2022 afin de définir la durée d'utilisation possible du tank charbon (référence 202-1215-LMX datée du 15/12/2022).</p> <p>La saturation du tank a été évaluée sur la base des mesures internes des émissions de COV réalisées en amont et en aval du tank avec une lampe RAE. L'exploitant a conclu que la durée d'utilisation avant saturation du tank est de 42 jours.</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau de suivi des changements de tank réalisés en 2022. L'inspection a constaté que la fréquence définie dans l'étude n'est pas toujours respectée. Aucun changement de tank n'a eu lieu entre le 11/04/2023 et le 02/07/2023.</p> <p>Hormis les mesures trimestrielles des émissions de COV réalisées dans le cadre de l'autosurveillance conformément à la condition 4 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 24/08/2012, aucun paramètre n'est mesuré pour s'assurer de la bonne marche du tank.</p> <p>En ce qui concerne les colonnes de lavage, aucune alarme indiquant un dysfonctionnement n'est en place. Des prélèvements de soude par les opérateurs en pied de colonne permettent d'identifier des éventuelles dérives ou dysfonctionnement.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté le registre relatif au suivi du bon fonctionnement des colonnes de lavage.</p> <p>Non-conformité: L'exploitant doit définir quels paramètres permettent de suivre le bon fonctionnement des équipements de traitement des fumées (tank et colonnes de lavage) et reporter les résultats de leur suivi sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 12 : Traitement des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de</p>

<p>traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède au suivi des remplacements du tank. La fréquence de remplacement a été définie à la suite d'une étude interne ayant conclu à la saturation du tank après 1,5 mois d'utilisation. Toutefois, cette saturation peut être accélérée par le fait que l'équipement soit branché sur des installations n'utilisant pas de solvants chlorés ou en cas de chargement intempestif du tank en eau suite à un branchement à certaines installations en fonctionnement.</p> <p>L'exploitant doit s'interroger sur la manière d'optimiser l'utilisation du tank et réduire les périodes pendant lesquelles l'équipement est saturé et non efficace.</p> <p>En ce qui concerne les colonnes de lavage, l'exploitant explique les dépassements des valeurs limites d'émission en COV au niveau des colonnes de lavage L10 et L13 par une mauvaise vidange du point bas et une erreur de manipulation d'un opérateur. L'exploitant a indiqué avoir renforcé la formation des nouveaux embauchés et réalisé des fiches de sensibilisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 13 : Traitement des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...</p>
<p>Constats :</p> <p>Un service de maintenance est disponible sur le site pour effectuer les réparations nécessaires au niveau de l'installation. Il dispose du matériel essentiel à sa mission.</p> <p>Concernant le tank, son remplacement est effectué par un prestataire extérieur. L'exploitant effectue la commande 10 jours avant la date de remplacement souhaité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 14 : Traitement des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant</p>

<p>explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>(...)</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>(...)</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis une procédure relative à l'utilisation du filtre COV (tank) précisant les étapes de mise en marche du filtre. Les contrôles à effectuer sont bien indiqués dans cette consigne.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 15 : Traitement des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est en mesure de présenter les documents de suivi, registres et consignes relatifs aux équipements de traitement des émissions atmosphériques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 16 : Surveillance des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et</p>

à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
Constats : En amont de la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de mesure suivants : - rapport APAVE du 10/05/2021 pour des mesures réalisées du 31/03 au 01/04/2021 sur l'ensemble des points de rejets (contrôle inopiné demandé par l'inspection) - rapport COELYS de mars 2023 (T1) pour des mesures réalisées le 07/02/2023 sur les rejets du tank - rapport COELYS de juillet 2023 pour des mesures réalisées le 13/06/2023 sur les rejets du tank - rapport APAVE du 27/07/2023 pour des mesures réalisées du 13 au 15/06/2023 sur l'ensemble des points de rejets (contrôle inopiné demandé par l'inspection) A la suite de l'inspection, l'exploitant a complété son envoi avec les rapports des mesures réalisées en 2022: - rapport COELYS d'avril 2022 (T1) pour des mesures réalisées le 11 mars 2022 sur les rejets du tank - rapport COELYS de juillet 2022 (T2) pour des mesures réalisées le 22/06/2022 sur les rejets du tank - rapport COELYS d'octobre 2022 (T3) pour des mesures réalisées le 30/08/2022 sur les rejets du tank - rapport COELYS de février 2023 (T4) pour des mesures réalisées le 15/12/2022 sur les rejets du tank et les rejets de la colonne L1 et L13 Conformément à la condition 4 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 24/08/2018, l'exploitant a mis en place une autosurveillance trimestrielle des rejets en COV des émissaires du système de traitement de COV.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2012, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, périodicité de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : Les paramètres et leur périodicité de surveillance par l'exploitant des rejets et de contrôles par un organisme agréé sont précisés ci-dessous : Paramètres ; COV Totaux, COV spécifiques (R40), COV à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 Point de rejet : émissaires du ou des systèmes de traitement de COV Périodicité d'autosurveillance : trimestriel
Constats : Les paramètres et la périodicité de surveillance des rejets en COV du système de traitement des COV sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Surveillance des rejets - contrôle annuel des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/08/2012, article 1 condition 4
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle par un organisme agréé
Prescription contrôlée : Les paramètres et leurs périodicités de surveillance par l'exploitant des rejets et de contrôle par un organisme agréé sont précisés ci-dessous:
Constats : Contrairement à la condition 4 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 24/08/2012, l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle réglementaire par un organisme agréé des rejets atmosphériques de la colonne L10. La colonne de lavage L2 est hors-service depuis 2 ans. L'exploitant veillera à respecter les prescriptions relatives à la surveillance des émissions des rejets d'effluents gazeux lors de la prochaine campagne de mesure annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 10 mois

N° 19 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant a présenté le contrôle annuel réglementaire des rejets atmosphériques réalisé par l'APAVE du 13 au 15/06/2023 dont le rapport est daté du 27/07/2023. Ce contrôle a été réalisé de manière inopinée à la demande de l'inspection. Les mesures ont été réalisées sur les rejets du tank, des colonnes de lavage L1, L10 et L13 et des 3 chaudières. Le précédent contrôle réglementaire avait été réalisé par la société COELYS le 15/12/2022 sur les rejets du tank et des colonnes L1 et L13. Non-conformité: la mesure des rejets atmosphériques n'est pas réalisé au moins une fois par an. Concernant le rapport de mesures de l'APAVE du 27/07/2023, l'inspection émet les remarques suivantes: - La référence à l'arrêté du 16/12/2022 portant agrément des laboratoires est indiquée en page 72 du rapport de l'APAVE. Toutefois, le dernier arrêté en vigueur au moment de la réalisation des prélèvements est daté du 09/06/2023. - La mesure des rejets en cyanures (HCN) n'est réalisée selon la norme de référence XP X43-137. Le

laboratoire choisi n'est pas accrédité pour la mesure et l'analyse de ce paramètre. L'exploitant devra réaliser la mesure de ce polluant par un organisme accrédité lors du prochain contrôle réglementaire.
- Les mesures ne sont pas répétées 3 fois pour tous les polluants mais la justification est mentionnée dans le rapport en page 15 avec la mention du rapport de mesure précédent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 mois

N° 20 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les méthodes mises en œuvre dans le cadre du contrôle réglementaire sont celles précisées dans l'avis du 22/02/2022 sur les méthodes normalisées de référence excepté pour les mesures du HCN et des COV spécifiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 mois

N° 21 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan d'action pour la maîtrise des COV sur son site en date du 12/10/2023 dans lequel les derniers dépassements des VLE sont analysées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COVt
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Seuils de consommation et valeurs limites d'émissions</p> <p>Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle réglementaire réalisé par l'APAVE en juin 2023, les dépassements suivants ont été constatés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau du tank: non respect de la VLE en COV totaux (32,2 mg/Nm3 pour une VLE à 20 mg/Nm3) - au niveau de la colonne de lavage L1 non respect de la VLE en COV totaux (108 mg/Nm3 pour une VLE de 20 mg/Nm3) - au niveau de la colonne L10 non respect de la VLE en COV totaux (26 mg/Nm3 pour une VLE de 20 mg/Nm3) - au niveau de la colonne L13 non respect de la VLE en COV totaux (1000 mg/Nm3 pour une VLE de 20 mg/Nm3) - au niveau de la chaudière centrale de chauffe non respect de la vitesse au débouché (2,3 m/s pour une vitesse minimale de 5 m/s) <p>Lors du contrôle effectué dans le cadre de l'autosurveillance en février 2023 sur les rejets du tank, un dépassement de la VLE en dichlorométhane a été constaté (763 mg/Nm3 pour une VLE à 20 mg/Nm3).</p> <p><u>Non-conformité: contrairement à l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13/12/2019 et à la condition 4 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 12/11/2008, les VLE en COV totaux ne sont pas respectées.</u></p> <p><u>Contrairement au point 6.2.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, la vitesse d'éjection au niveau de la cheminée de la chaudière centrale de chauffe n'est pas respectée.</u></p> <p>Dans le plan d'action pour la réduction des émissions de COV, l'exploitant a analysé les raisons des dépassements des VLE en COV (totaux et spécifiques) en 2021 par une utilisation du tank en continu engendrant une saturation de l'équipement en eau le rendant inefficace ; on constate dans ce plan le respect des VLE en 2022 mais de nouveaux dépassements sont constatés en 2023 (dépassement en COV totaux et CH₂CL₂ en février et COV totaux lors du contrôle inopiné de juin 2023).</p> <p>Suite aux mesures réalisées le 07/02/2023 pour lesquelles le laboratoire a constaté un</p>

dépassement de la VLE en dichlorométhane (763 mg/Nm³ pour une VLE de 20 mg/Nm³) et en COV totaux, le changement de tank avait été réalisé 3 semaines avant la mesure. Il a été remplacé ensuite le 20/02/2023.

L'exploitant explique la saturation du tank aussi rapidement par le fait qu'il ait été utilisé en continu lors de cette période car une production utilisant du dichlorométhane était alors réalisée en même temps sur les 2 chaînes de production Chimie 1 et Chimie 3.

L'exploitant indique avoir décidé d'adapter la fréquence de remplacement des tanks au plan de charge à l'atelier. La durée du tank tient compte de la quantité de solvants chlorés utilisée.

1) L'exploitant devra matérialiser cette nouvelle façon de procéder sous la forme d'une procédure et établir un planning de remplacement du tank corrélé à la production et aux solvants utilisés permettant d'anticiper la saturation du tank en fonction du type de production.

Le contrôle inopiné réalisé le 14/06/2023 a montré un dépassement de la VLE pour les COV totaux. Une mesure avait par ailleurs été réalisée par le laboratoire COELYS dans le cadre de l'autosurveillance mise en place par l'exploitant conformément à l'arrêté préfectoral du 24/08/2012. Cette mesure était conforme avec une concentration en COV de 14 mg/Nm³.

Le tank n'avait été utilisé qu'une semaine au moment de l'analyse par l'APAVE (changement intervenu le 02/06/2023).

L'exploitant explique ce résultat par le fait que le tank soit resté connecté pendant le nettoyage à l'alcool du réacteur (les alcools sont peu retenus sur le charbon) et par la température des gaz au moment de la mesure (41°C) puisque une température supérieure à 30°C abaisserait significativement l'adsorption sur le charbon et favoriserait le relargage des solvants peu retenus. Ainsi l'exploitant conclut que l'efficacité du tank est réduite en cas de forte chaleur et de manipulation de solvants autres que les solvants chlorés.

Dans le plan d'action transmis, l'exploitant recense les optimisations étudiées pour réduire les émissions de COV:

- substitution des solvants chlorés utilisés pour le nettoyage

2) L'exploitant procédera au suivi des substitutions effectuées et analysera les impacts obtenus sur les émissions. Il tiendra à disposition de l'inspection ces documents.

- modification des méthodes de manipulation de chlorés avec l'utilisation de pompes plus efficaces pour le chargement des solvants chlorés et suivi de l'entretien des bacs des pompes à vide avec vérification du pH et des températures des bacs afin d'assurer une bonne condensation des vapeurs rejetées au niveau des pompes ainsi que la mise en place d'un contrôle hiérarchique sur le branchement du tank uniquement sur les étapes de manipulation de solvants chlorés.

3) L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection le suivi de cette action et analysera leur efficacité en terme de réduction des émissions.

- optimisation des condenseurs en place

L'objectif serait d'équiper les condenseurs des réacteurs servant à la manipulation des chlorés en méthanol/azote permettant de une meilleure condensation des solvants avant envoi vers le tank ou la colonne de lavage.

L'exploitant indique lancer une étude sur la faisabilité d'équiper tous les réacteurs utilisant des chlorés de condenseurs en méthanol/azote.

4) L'exploitant transmettra à l'inspection l'étude de faisabilité relatif à l'équipement des réacteurs

avec des condenseurs méthanol/azote dans un délai de 3 mois.

- optimisation du tank

L'exploitant a déjà augmenté la capacité du tank à charbon (passage de 9 tonnes de charbon à 12,5 tonnes). Cela n'a pas permis de maintenir dans le temps le respect des VLE en COV. Une augmentation du temps de passage des polluants dans le tank serait plus efficace. L'exploitant mentionne dans son plan d'action la possibilité de doubler le temps de passage dans le tank en installant 2 colonnes en série. Actuellement l'exploitant est confronté à un manque de place pour mettre en place cette mesure. L'exploitant poursuit son évaluation de la faisabilité de mettre 2 tanks à charbon en série en réaménageant une partie du site.

5) L'exploitant transmettra le résultat de cette étude à l'inspection dans un délai de 3 mois.

- ajout d'une étape de traitement en amont du tank

L'exploitant propose la réalisation d'une étude sur la faisabilité d'installer un condenseur en amont du tank.

6) L'exploitant transmettra à l'inspection le résultat de cette étude de faisabilité sur l'ajout d'une étape de traitement en amont du tank dans un délai de 6 mois.

- traitement des COV en sortie des colonnes de lavage

L'exploitant propose la réalisation d'une étude sur la faisabilité d'installer un système de traitement des COV en sortie des colonnes de vapeur.

7) L'exploitant transmettra à l'inspection le résultat de cette étude de faisabilité sur l'ajout de systèmes de traitement des COV au niveau des colonnes de lavage dans un délai de 6 mois.

- autres techniques de traitement des COV

Les autres techniques de traitement des COV qui ont déjà été étudiées mais n'ont pas été retenues sont le lavage des gaz par passage dans une solution aqueuse, la cryogénie et l'oxydation thermique.

Les premières analyses n'ont pas montré de résultats satisfaisants ou des coûts d'installation et de maintenance trop importants.

L'exploitant doit réaliser l'ensemble des études de faisabilité prévues (4, 5, 6 et 7) et mettre en place le suivi des actions déjà lancées (1, 2 et 3) conformément à son plan d'actions pour respecter les valeurs limites d'émissions en COV. Il informera l'inspection des résultats des études et des options choisies à la suite de ces études dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 23 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21

Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses

<p>moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect des VLE est acté mesure par mesure et non pas par la moyenne des 3 mesures réalisées par le bureau de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 24 : Respect des VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Valeurs limites à l'émission</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions de COV rejetées sont inférieures à :</p> <p>Pour les autres paramètres, les valeurs limites sont :</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques, des dépassements des rejets en COV ont été constatés (cf. point de contrôle n°21).</p> <p>Il n'a pas été observé de dépassement pour les autres polluants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>

N° 25 : Respect des VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2012, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Emissions de COV</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions atmosphériques de COV (diffuses et canalisées) sont inférieures ou égales aux valeurs figurant dans le tableau qui suit :</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le PGS 2022, les émissions totales sont égales à 10,2 tonnes pour une valeur limite de 12,2 tonnes pour une quantité de solvants consommés de 1 055,91 t</p>

<p>Pour les substances avec mention de danger H360D (ex R60), la quantité de DMF rejetée en 2022 est égale à 0,001 t (=O4 dans le PGS).</p> <p>Les quantités totales de dichlorométhane et de chloroforme émises en 2022 sont respectivement de 1,8 tonnes et 0.8 tonnes.</p> <p>Les valeurs limites définies à l'article 2 de l'arrêté du 24/08/2012 sont respectées.</p> <p>La méthodologie pour la réalisation du PGS doit être améliorée notamment en ce qui concerne la méthode d'estimation des émissions canalisées (O1).</p> <p>D'après le PGS, l'exploitant utilise une méthode par calcul sur la base du rendement de l'installation de traitement (tank). Cela n'est pas représentatif des émissions réelles de l'installation. L'exploitant doit exploiter les résultats des mesures réalisées pour affiner son PGS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 26 : Rétention – Conception des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 24-2
Thème(s) : Risques accidentels, Conception des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>extrait du rapport d'inspection du 20/07/2022:</p> <p>L'analyse des essais d'étanchéité produit par l'exploitant permet d'établir une vitesse de fuite égale à 8,65.10⁻⁷m/s pour son dernier essai, résultat plus de 8 fois supérieur à la vitesse de fuite prise en référence par l'inspection.</p> <p>Contrairement à l'article 24- 2 de l'arrêté préfectoral du 12/11/2008, la rétention du parc à fûts n'est pas étanche.</p> <p>L'exploitant a indiqué prévoir de recouvrir la rétention de fibre de verre (de résine epoxy) lors de l'arrêt du site au mois d'août 2022 afin de respecter son arrêté préfectoral.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des travaux d'étanchéité de la rétention du parc à fûts ont été réalisés en août 2023.</p> <p>Les essais effectués à la suite de ces travaux (essai en eau sur une hauteur de 40 cm) ont conclu à une vitesse d'infiltration de 3,12.10⁻⁸ m/s ce qui est inférieur à la valeur de référence de 10⁻⁷ m/s issue de l'article 22-1-1 l'arrêté ministériel du 3/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables pour les ICPE soumises à autorisation au titre de la</p>

rubrique 4331.
La non-conformité du rapport d'inspection du 20/07/2022 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet